

Organisateur de l'activité

- **Nom**
Tonnerre-Seychelles
- **Prénom**
Stéphanie
- **Adresse**
Quai François-Mauriac, Paris
- **Raison sociale**
Bibliothèque nationale de France

Informations pratiques

- **Intitulé de l'activité**
“Citoyenneté européenne : comment faire Europe?”, rencontre-débat avec la sociologue et politologue Dominique Schnapper, animée par le secrétaire général des consultations citoyennes, Arnaud Magnier
- **Description de l'activité**
Après une introduction de 45 minutes dans laquelle Dominique Schnapper donne les limites de la citoyenneté européenne et ses inquiétudes face aux menaces qui pèsent sur la démocratie, la salle est invitée à s'exprimer autour des deux questions :
 - Pourquoi cette citoyenneté européenne n'existe-t'elle pas ?
 - Quelles solutions peuvent être apportées pour y remédier ?
- **Date et heure**
Samedi 6 octobre 2018, 15h - 17h
- **Lieu**
Bibliothèque nationale de France, site François-Mitterrand, petit auditorium, Paris

- **Nombre de participants**
28
- **Catégories de publics présents**
Étudiants, actifs, retraités,... assemblée mixte, participants de tous âges
- **Nom des intervenants ou des grands témoins s'étant exprimés**
Dominique Schnapper, sociologue, directrice d'étude à l'EHESS et ancienne membre du Conseil constitutionnel
Arnaud Magnier, secrétaire général des consultations citoyennes

Synthèse de l'activité

- **Thèmes évoqués**
(Mé)connaissance des institutions européennes, du bilan de l'Union européenne
Absence de récit historique européen
Élections européennes, reflet d'enjeux nationaux
Listes transnationales aux élections européennes

- **Questions / attentes / problèmes soulevés**

Intervention de Dominique Schnapper :

Les Européens sont proches en ce qui concerne leur consommation, mais aussi en ce qui concerne leurs institutions. Ils ont en commun d'avoir adopté le modèle démocratique, même si les formes mises en place diffèrent.

(«La démocratie est le pire des systèmes, à l'exclusion de tous les autres» disait Winston Churchill.) La démocratie est la société la plus humaine que nous ayons connue dans l'histoire. La volonté de créer un homme idéal a, au contraire, abouti à l'horreur. Même si elle est critiquée, la démocratie apparaît comme le meilleur des régimes. Quelques soient, en effet, les manquements ou les excès des démocrates, la démocratie prévoit les moyens de dénoncer les dévoiements.

Parmi les obstacles au projet européen, peut être soulevé néanmoins, la présence au sein de l'Europe d'anciens pays communistes, lesquels ont une expérience limitée de la démocratie. Or, le temps nécessaire à l'assimilation du fonctionnement démocratique est long.

Les principes démocratiques sont d'une part le respect des Églises et des religions par la séparation du politique et du religieux, d'autre part le respect de l'ensemble des procédures légales par lesquelles les gouvernés choisissent leurs gouvernants. Ces deux principes sont nécessaires, mais insuffisants pour construire une citoyenneté européenne : toute construction politique implique un récit historique qui permet d'assumer, de transcender les rivalités quotidiennes. Sans ce récit historique européen,

il ne peut y avoir de citoyenneté européenne.

La citoyenneté et la nation n'ont pas de lien nécessaire, mais un lien historique. On peut faire évoluer la tradition, mais il ne faut pas en négliger le poids. De même que la nation n'est pas naturelle mais une construction historique, et qu'il a fallu des siècles pour construire les nations, il faudra probablement beaucoup de temps pour construire l'identité européenne.

Depuis l'échec de la Communauté européenne de défense (CED), qui était un projet politique, l'Europe s'est faite sur la base de l'économie, de la culture. N'en est pas sorti de projet politique. L'Europe a apporté la paix entre les nations européennes. Même si les dissensions entre elles perdurent, les institutions garantissent le maintien de la paix. Cette « pax democratica » que connaît l'Europe est fragile (rappelons-nous que les démocraties sont peu nombreuses dans le monde et que l'histoire a montré la fragilité de l'équilibre...). La société est essentiellement organisée autour de ce qui produit les richesses. Les droits économiques et sociaux risquent de remplacer les droits politiques. Les enjeux économiques risquent-ils donc de mettre en question les contraintes imposées par les institutions politiques, et ainsi les conditions du vivre ensemble ?

Autres questions soulevées lors du débat :

Les institutions européennes, leur rôle, leur fonctionnement sont peu connus des citoyens européens. Il en est de même du bilan de l'Union européenne. L'Europe intéresse peu les Européens, comme en atteste le taux d'abstention élevé aux élections européennes : le taux de participation aux dernières élections européennes s'élevait seulement à 38% en France, ce qui correspond au taux de participation moyen en Europe. À qui incombe la responsabilité d'expliquer le fonctionnement de l'Europe aux citoyens ?

L'idée est soulevée que, lorsqu'une mesure fonctionne bien, les gouvernants nationaux se l'approprient, alors que dans le cas contraire, on incrimine l'Union européenne. Il faudrait une plus grande clarté sur les questions relevant de la souveraineté au niveau national et au niveau européen.

Une intervenante a fait l'expérience de tenter d'entrer dans les bâtiments des institutions européennes et remarque que l'accès en est difficile, voire impossible. Elle suggère qu'un espace d'accueil « pédagogique » soit mis en place dans ces bâtiments.

Selon un intervenant, la paix ne fait plus rêver les générations postérieures aux conflits mondiaux, en Europe. Des projets forts comme ERASMUS qui permet de s'enrichir au contact d'autres populations européennes, Airbus, un Google européen, (la bibliothèque numérique Europeana (www.europeana.eu) ?), des projets culturels, sportifs... qui profiteraient du ressort européen pour obtenir un écho important, sont susceptibles de faire rêver et de susciter la fierté des Européens.

Selon plusieurs interventions, les résultats des élections européennes 2019, comme ceux des précédentes, refléteront des enjeux nationaux.

- **Pistes de proposition formulées**

À qui incombe la responsabilité d'expliquer le fonctionnement de l'Europe aux citoyens ?

Les médias ?

L'Éducation nationale ?

Les institutions européennes elles-mêmes ? Un espace d'accueil « pédagogique » pourrait être mis en place dans les bâtiments des institutions européennes.

Qui peut mettre en place le récit historique européen qui fait défaut ?

Les gouvernements nationaux, les intellectuels et tous les citoyens devraient mettre en place ce récit historique européen.

Comment mettre en place ce récit historique européen ? Propositions de moyens...

- par le biais de célébrations européennes (fêtes, commémorations),

- par la multiplication d'initiatives comme celle de la publication d'un manuel d'histoire franco-allemand (manuel unique en 3 volumes (2^{de}, première, terminale), publié de 2006 à 2011, sous le titre Histoire/Geschichte, qui propose une histoire croisée).

- En facilitant juridiquement les mariages internationaux et les enfants binationaux.

- En s'appuyant sur l'expérience des populations frontalières.

Pour éviter que les enjeux nationaux déterminent les résultats des élections européennes, partiellement tout au moins, la question est soulevée de mettre en place des listes transnationales aux élections européennes. Un vote à main levée a montré que la salle était majoritairement favorable à cette solution. L'argument mis en avant par ses détracteurs était que des listes transnationales déferaient les territoires nationaux, or, selon eux, l'Europe ne peut pas se faire sans ancrages nationaux.

Conclusion de la séance par Arnaud Magnier :

À l'issue de cette consultation, quatre propositions sont faites, afin de rendre effective la citoyenneté européenne. Elles sont approuvées à la majorité, par les participants à la consultation citoyenne, par vote à main levée. Sont demandés...

1°. Une plus grande responsabilité collective de mieux informer / s'informer sur l'Union européenne (organisation, fonctionnement, politiques menées, bilan...)

2°. Un récit européen (un contenu historique commun auquel les Européens pourraient se référer, des symboles...)

3°. Des listes transnationales, une voie pour éviter que les enjeux nationaux ne déterminent les résultats des élections européennes

4°. Plus de clarté sur les questions qui relèvent de la souveraineté au niveau national et au niveau européen.

Facultatif

- **Commentaires sur le déroulé de la Consultation**

Des échanges libres et nombreux, un débat constructif, prouvant qu'il existe un intérêt pour ces questions européennes et une nécessité de donner aux Européens la possibilité de s'exprimer sur ces sujets...

